

# 1986

LCR  
DOCUMENTATION  
CENTRALE

## Manifeste électoral de la Ligue communiste révolutionnaire

Voyez  
rouge!

*Ni gauche toc  
ni droite fris:  
créez le choc!*



L I G U E   C O M M U N I S T E   R E V O L U T I O N N A I R E

**Dossier**  
**ROUGE**

N° 16      5f  
1er trimestre 86



1. Cinq ans de gouvernement de gauche :  
des miettes de changement, de l'austérité à la louche ! ..... p. 3

2. Mars 1986, l'enjeu ..... p. 4

3. La seule voie : imposer une politique ouvrière ! ..... p. 5  
Riposter aux attaques patronales, repousser l'austérité,  
terrasser le chômage ..... p.5-6  
Faire la guerre au racisme, lutter pour l'égalité des droits ..... p. 7-8  
Pour la solidarité internationale des peuples en lutte ..... p. 9  
Ecarter la menace nucléaire,  
à bas la force de frappe française ! ..... p. 10

4. Oui, aller au socialisme ! ..... p. 11

5. La vraie modernisation : des mobilisations indispensables  
pour des mesures d'urgence ..... p. 12-13

6. En mars 1986 : ni donner sa confiance à une gauche faillie,  
ni ouvrir la porte à une droite revancharde, affirmer une alternative anticapitaliste..... p. 14

7. Votez pour les listes soutenues par la LCR..... p. 15

ABONNEMENT A DOMICILE			FRANCE DOMI TOM	ETRANGER
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numeros hors serie de Critique communiste			450 F	500 F
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numeros			160 F	
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numeros			150 F	170 F
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numeros			65 F	75 F
5. INPRECOR 1 an = 25 numeros			250 F	250 F
Abonnements par avion : nous consulter				

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Formule choisie \_\_\_\_\_

Règlement à l'ordre de PEC,  
2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil  
Tél: 859 00 80



# Voyez rouge!

PS et PCF en étaient bien d'accord. Des années durant ils nous ont répété : « il faut que ça change ! ».

Lorsque les travailleurs engageaient la lutte pour imposer la satisfaction des revendications, d'une même voix ils disaient : « Votez pour nous et faites-nous confiance, le changement auquel vous aspirez nous en faisons notre affaire ».

Il fallait simplement des moyens.

**Les moyens ?** Les travailleuses et les travailleurs les leur ont donnés : la présidence de la république, une majorité parlementaire écrasante sans précédent historique !

Ensuite, ils ont réclamé du temps.

**Le temps ?** Ils l'ont eu : cinq années de pouvoir, encore un précédent historique !

**Quel est le bilan ?** Quelques miettes de changement : les trente-neuf heures, les nationalisations, le remboursement de l'IVG, la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, l'abolition

de la peine de mort, la retraite à soixante ans... Il s'agissait de donner le change à une profonde volonté de changement. Mais le compte n'y est pas !

D'autant que sur les questions fondamentales, celles du chômage et de l'austérité, tout a continué comme avant et s'est aggravé :

- blocage des salaires et démantèlement des mécanismes d'indexation des salaires sur les prix ;
- licenciements par centaines de milliers, abandon de secteurs industriels entiers : sidérurgie, chantiers navals, textiles... Restructurations brutales dans l'automobile, la chimie...
- croissance dramatique du chômage qui frappe actuellement près de trois millions de travailleurs ;
- menaces contre la protection sociale avec le forfait hospitalier
- mise en place de nouvelles formes de travail précaire avec l'extension du travail à temps partiel pour les femmes, des TUC pour les jeunes...
- Coups redoublés contre le droit du travail et les acquis au nom de la flexibilité.

Dans ces conditions, même les faibles points positifs, ou qui se prétendaient tels, se sont retournés en leur contraire.

◆ Les pseudo « droits nouveaux des travailleurs », avec les lois Auroux, sont devenus entre les mains du patronat des moyens de plier les travailleurs aux impé-

ratifs de la compétitivité capitaliste, voire des instruments antisindicaux.

◆ La décentralisation, loin de répondre aux aspirations démocratiques face à l'Etat, n'est qu'une déconcentration administrative visant à décharger le pouvoir central d'une partie de la gestion de l'austérité.

◆ Les trente-neuf heures devaient ouvrir la voie aux trente-cinq heures en 1985, cette promesse est tombée à la trappe et toute nouvelle diminution du temps de travail est conditionnée par la baisse des revenus et une flexibilité accrue. Les nationalisations devaient être le fer de lance de la relance économique. Les entreprises concernées ont été pliées aux mêmes critères de rentabilité que les autres entreprises capitalistes et la dénationalisation rampante est largement engagée...

Aujourd'hui, avec Fabius, sous couvert de « modernisation », le gouvernement et le PS sacrifient tout aux exigences patronales. Leur seule loi est celle du profit. Leur seul idéal est de

bien servir le capitalisme.

Le résultat d'une telle dérive n'est pas reluisant.

C'est Mitterrand, nouveau monarque républicain qui, après de Gaulle, Pompidou et Giscard, s'est si bien adapté aux institutions de la V<sup>e</sup> République qu'il est prêt à poursuivre son mandat en cohabitant avec la droite.

C'est Fabius qui, face aux tirades racistes de Chirac, n'imagine pas d'autre répartie que d'expliquer que tout ce que propose l'autre, lui l'a déjà fait !

C'est Chevènement qui, devenu ministre de l'Education après l'abandon des engagements laïques de la gauche, n'a d'autre ambition que de faire chanter « la Marseillaise » aux enfants des écoles.

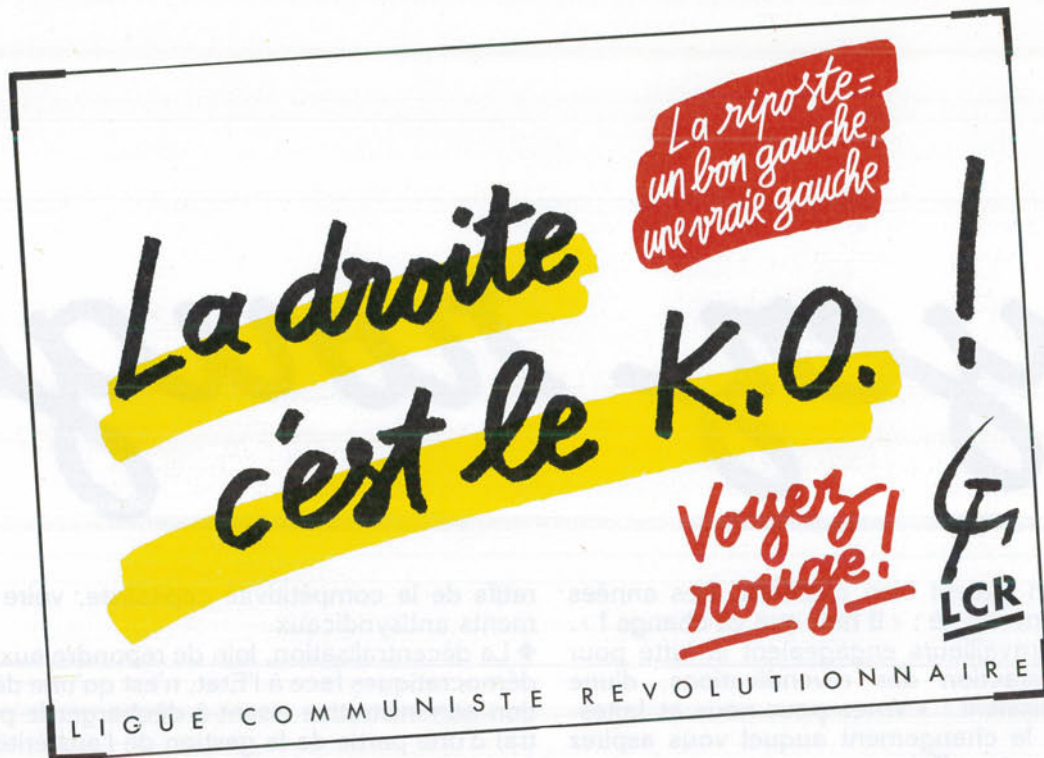
C'est Georgina Dufoix qui, légitimant les pires préjugés natalistes, veut s'attaquer à la protection sociale avec le Plan famille.

C'est Henu qui, pour défendre la sacro-sainte force nucléaire française et bien servir la hiérarchie militaire, n'hésite pas à couler le bateau de Greenpeace.

C'est une politique toute docile devant le patronat. Et très ferme dès lors qu'il faut s'opposer au droit à l'indépendance du peuple kanak, qu'il faut défendre les intérêts de la France impérialiste, imposer aux travailleurs les exigences capitalistes.

Est-ce cela le visage de la gauche ? Si tel est le cas, c'est plus qu'un ravalement qui est nécessaire !

## Cinq ans de gouvernement de gauche : des miettes de changement, de l'austérité à la louche !



**Le Parti socialiste et le Parti communiste, c'est l'esprit de défaite**

A la veille de l'échéance décisive de mars 1986, PS et PCF voudraient nous faire croire que rien se s'est passé, qu'on est revenu à la case départ.

Le PS s'évertue à nous convaincre que, pour battre la droite, il faut voter pour lui. Avec un seul argument à l'appui : « Mieux vaut Fabius que Chirac ! ».

Le PCF, lui, s'efforce de nous persuader que, puisque le PS roule à droite, le seul vote à gauche c'est le vote PC.

Cette ligne là, on connaît, c'est celle de la division et du mensonge, celle de la défaite ! Le PCF, en portant ses coups les plus durs contre le PS, pense-t-il faire oublier que trois années durant au gouvernement, il a participé à la mise en œuvre de cette même politique qu'aujourd'hui il condamne ? Faut-il rappeler qu'il a voté la confiance lors du plan sidérurgie et qu'il ne fut pas étranger aux licenciements chez Talbot ? Pense-t-il cacher son refus de proposer une réelle perspective de mobilisation unitaire pour s'opposer aux attaques patronales, une quelconque issue par rapport à 1986 et après ? Et s'il parvient à se renforcer, quelle autre stratégie a-t-il à proposer qu'une nouvelle Union de la gauche ?

Quant au PS, il est bien placé pour connaître les conséquences politiques de la loi qu'il a concoctée. A qui fera-t-il croire qu'il peut à lui seul être majoritaire ? Alors, se prépare-t-il à une cure d'opposition, pour faire oublier le sale travail qu'il a accompli jusque là ou espère-t-il gouverner avec la droite, afin de poursuivre ce même sale travail ?

Ce n'est ni sur le PS ni sur le PCF qu'il faut compter pour faire barrage à la droite et pour combattre le patronat.

**La droite, c'est la volonté de revanche.**

Le programme du RPR et de l'UDF est clair parce que simple. C'est la réaction sur toute la ligne !

Ses idées, lorsqu'elle en a, la droite va les chercher dans le magasin des surplus américains, ce sont celles que Reagan met en œuvre dans l'Amérique de Rambo, que Thatcher applique avec le succès que l'on sait

dans une Grande-Bretagne frappée par la désindustrialisation, l'explosion du chômage et les émeutes raciales.

C'est cela que Barre, Chirac, Giscard et Le Pen veulent pour la France.

Il suffit d'écouter Chirac pour entendre hurler les loups.

Son « programme » :

— « Il faut supprimer l'autorisation administrative de licenciement »

— « Il faut une diminution massive des dépenses publiques inutiles » (la santé ? L'éducation ? La culture ?...)

— Il faut restreindre le droit à l'avortement et supprimer le remboursement

— « Il faut l'aménagement du temps de travail avec des horaires beaucoup plus souples, avec

le temps partiel »

— « Il faut une réduction du coût du travail »

— « Il faut dénationaliser », « Renault n'a pas vocation à être une entreprise nationale »

— « Il faut rétablir la loi anticasseurs, la Cour de sûreté de l'Etat, les quartiers de haute sécurité, prolonger la garde à vue », « il faut donner une vraie priorité à une action de répression. »

— « Il faut expulser les immigrés sans travail, les immigrés clandestins, les immigrés délinquants », « supprimer les prestations familiales aux « immigrés »... »

« Il faut », « Il faut » : autant de coups de haches dans les intérêts des travailleurs, dans les libertés, dans la justice !

Pour une telle droite, assoiffée de revanche et gorgée de haine anti-ouvrière, Le Pen n'est pas un passager clandestin, c'est l'ami de la famille, presque le guide... Il a beau, ce raciste, ce tortionnaire, n'être guère présentable, n'empêche qu'il dit haut et fort ce que les autres tardent à avouer. Que le racisme les arrange, que de bons travailleurs ce sont des travailleurs sans droits, taillables et corvéables à merci, que le progrès à leurs yeux c'est la loi du profit libérée de toute entrave.

## Mars 1986, l'enjeu

# La seule voie : Imposer une politique ouvrière !

Riposter aux attaques  
patronales,  
repousser l'austérité,  
terrasser le chômage

**L**a crise, pour les capitalistes, c'est la chute des profits. La crise, pour les travailleurs, c'est le chômage, les entreprises qui ferment, la baisse du pouvoir d'achat, la réapparition de la misère et l'angoisse des lendemains.

Face à la crise, que faire ?

Pour les capitalistes, l'objectif est évident : restaurer les taux de profit. Y parvenir suppose de répondre à deux impératifs. Il faut à la fois accroître la compétitivité des entreprises et trouver des débouchés pour cette production restructurée. Les patrons savent comment répondre à la première condition : ils « modernisent », c'est-à-dire qu'ils restructurent, automatisent, accroissent l'exploitation... En même temps, ces mesures conduisent à restreindre le marché et donc à aggraver la crise. C'est pourquoi, aujourd'hui, ils n'ont d'autre politique que celle du libéralisme sauvage, illustrée par Reagan et Thatcher, qui consiste à « laisser faire la crise ». D'autres, qui n'ont pas peur des cris de mort, ont même lancé le sinistre « Vive la crise ! ». Ce qui revient à considérer que, puisque nul ne sait quand et comment on en sortira, il faut profiter de la crise pour porter les coups les plus durs à la classe ouvrière. Obliger les travailleurs à renoncer à leurs acquis, à accepter une exploitation aggravée et à se plier à de nouvelles règles : ça ne va pas sans petits profits immédiats et ça prépare l'avenir !

Tel est le sens des exigences patronales que la gauche s'est empressée de commencer à satisfaire :

— Institutionnalisation du chômage, développement d'une masse de travailleurs précaires, sans statut, sous-payés, flexible... Et utilisation de cette situation générale pour faire pression sur les autres travailleurs, les contraindre à accepter la baisse de leur pouvoir d'achat, la dégradation de leurs conditions de vie et de travail (en particulier avec la flexibilité)...

Les femmes, avec le temps partiel, les jeunes, avec les TUC, les immigrés, sous la menace du racisme et invités au « retour », sont les premières cibles de cette offensive.

— Baisse et fluctuation des salaires en fonction des profits des entreprises ;

— Démantèlement du droit du travail, des acquis en matière de protection sociale, de salaire minimum garanti, de calcul hebdomadaire de la durée du travail, de congés...

— Attaques contre les syndicats de classe, volonté de les marginaliser au profit des structures d'intégration et de collaboration de classes, type « cercles de qualité »...

Voilà quelques-unes des lignes de force d'une offensive patronale sans précédent.

Pour les travailleurs, la première réponse est de résister pied à pied face à cette offensive, de lui opposer la défense intransigeante des revendications, des acquis, des intérêts ouvriers.

Affirmer la légitimité des revendications, les défendre par la

lutte et la mobilisation unitaire, forger les instruments nécessaires à ce combat, tel est le cap qu'il faut garder ! Toute autre voie ne pourrait être que suicidaire.

Les faux prophètes qui veulent nous convaincre du contraire ne sont que des naufrageurs.

Lorsque le gouvernement et le PS nous disent : « Il n'y a pas d'autre politique que la nôtre », nous devons leur répondre : « Pas d'accord ! ». Lorsque Maire nous invite à « adapter le syndicalisme », c'est-à-dire renoncer à la grève, nous devons lui répondre : « Pas d'accord ! » En effet, à quoi nous invitent-ils ? A rallier — crise oblige ! — l'union sacrée pour la compétitivité des entreprises et de l'économie française prônée par les capitalistes. Etre davantage compétitif, c'est travailler plus durement, être plus flexible et gagner moins. C'est le bon moyen pour accroître les profits patronaux et accélérer la régression sociale, mais certainement pas pour sortir la société de la crise !

Accepter cette logique-là, c'est-à-dire sacrifier les intérêts ouvriers sur l'autel du profit, c'est s'enfoncer plus sûrement dans la crise et accélérer la régression sociale.

Il faut aller à l'inverse de cette pente glissante et, par la mobilisation, offrir une vraie perspective.

- ☆ L'emploi est un droit.
- ☆ Un salaire décent est un droit.
- ☆ La protection sociale est un droit.
- ☆ Refuser de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers est un devoir !
- ☆ Ne lâchons pas sur nos revendications, défendons nos intérêts pied à pied.
- ☆ Si les mécanismes capitalistes sont incapables de fonctionner dans le sens du progrès social, alors, changeons ces mécanismes ! Si le capitalisme est incapable de nous sortir de la crise, alors sortons du capitalisme !

**Boulot  
d'abord !**

0 licenciement  
35 heures au  
même salaire

Voyez !  
rouge !

**LCR**

L I G U E C O M M U N I S T E R E V O L U T I O N N A I R E



## Faire la guerre au racisme Lutter pour l'égalité des droits

**L**a crise capitaliste et le chômage sont comme un cancer qui distribue ses poisons dans l'ensemble du corps social. Le racisme est le plus dangereux de ceux-là.

**Il faut prendre la mesure de ce racisme qui imprègne déjà notre vie quotidienne :**

- ◆ des milliers de travailleurs licenciés sont rejetés hors de France, parce qu'ils sont immigrés ;
- ◆ de nombreuses femmes se voient refuser un statut juridique autonome, se voient même contester le droit à l'avortement, parce qu'elles sont immigrées ;
- ◆ des enfants se voient refuser leur inscription à l'école maternelle, parce que leurs parents sont immigrés ;
- ◆ des jeunes sont en butte aux contrôles policiers, aux arrestations, voire aux tabassages, parce qu'ils sont immigrés ;
- ◆ certaines familles se voient interdire leur regroupement, parce qu'elles sont immigrées ;
- ◆ des jeunes, dans les cités, sont froidement assassinés, parce qu'ils sont immigrés...

Chirac, principal dirigeant de la droite, va plus loin lorsque, à la télévision, sans sourciller, il préconise le renvoi des travailleurs sans emploi dès lors qu'ils sont immigrés. Ou lorsqu'il n'hésite pas, dans une même phrase, à amalgamer la question de l'immigration et celle de la délinquance !

Il emboîte ainsi le pas à Le Pen qui, lui, prône un apartheid à la française : interdiction de licencier un travailleur français tant que l'entreprise concernée emploie un travailleur immigré de même qualification ; refus d'accorder aux immigrés les mêmes prestations sociales qu'aux nationaux, à leurs enfants les mêmes droits scolaires que leurs camarades français...

**Il faut prendre la mesure du danger :**

Malgré ses grandes déclarations humanistes et ses grands principes en matière des droits de l'homme, la bourgeoisie française est une classe rapace et sans scrupule. Pendant des décennies elle a férocelement exploité ses colonies, a mené contre les peuples de ces pays des guerres sanglantes, elle a fait venir pour les surexploiter les millions de travailleurs immigrés qui étaient nécessaires à la bonne marche de ses usines. Ainsi, la société qu'elle a façonnée est pétrie de racisme et cette boue menace toujours de la submerger.

C'est le cas aujourd'hui.

A l'heure de la crise, du chômage, des restructurations industrielles, les capitalistes veulent se débarrasser de centaines de milliers de travailleurs immigrés dont ils n'ont plus besoin. Ils ont, en outre, intérêt à détourner la colère et l'angoisse des classes populaires vers des boucs émissaires : ces mêmes travailleurs immigrés.

Voici la clef du succès de Le Pen !

Ce dernier est parvenu à affirmer son organisation fascisante sur ce seul thème de la haine anti-immigrés. Il a rassemblé plus

de 10 % du corps électoral, ses idées ont déjà fait école à droite, elles tendent à empoisonner une partie de la classe ouvrière et des couches populaires.

Le vecteur de cette progression du racisme c'est l'idée que donner la priorité aux français sur les immigrés pourrait atténuer le poids de la crise : libérer des emplois, diminuer l'insécurité. Qu'importe que le renvoi des immigrés ne fasse qu'aggraver la crise ! Qu'importe que beaucoup de ces « immigrés », surtout parmi les jeunes, soient en fait des citoyens français ! L'irrationnel l'emporte, balayant les principes élémentaires de justice et de dignité, seul compte le « faciès » et la haine aveugle. Une haine qui n'hésite pas à déchirer le tissu social, à attiser les affrontements civils.

Ce mécanisme infernal ne peut être stoppé que par la mobilisation, la détermination et le courage de toutes celles et tous ceux qui sont prêts à se battre pour faire refluer cette montée barbare du racisme.

Les jeunes immigrés de la seconde génération, en tout premier lieu les Beurs, ont montré la voie de cette mobilisation en s'auto-organisant et, vite rejoints par le reste de la jeunesse, en impulsant les marches anti-racistes de 1983, 1984, 1985.

Ils ont donné à ce mouvement son mot d'ordre, son drapeau et son cri de ralliement :

**Egalité des droits !**

☆ **droit de séjour.**

☆ **droit au respect : non aux expulsions, non aux centres de rétention.**

☆ **droit au logement.**

☆ **droit à une justice égale pour tous.**

☆ **droit à l'éducation.**

☆ **droit au regroupement familial.**

☆ **droit à un statut autonome pour les femmes immigrées.**

☆ **droit à la formation et à l'emploi.**

☆ **droit de vote.**

Telles sont les réponses aux racistes de tous poils. Contre la société de haine et de ségrégation qu'ils veulent, il faut opposer une société animée par la tolérance, le respect des différences et l'exigence d'égalité.

A la régression sociale dont sont porteurs les racistes, il faut opposer la mobilisation pour un progrès possible : celui qui nous débarrasserait du racisme, parce qu'il déboucherait sur une société libérée de la misère, de l'exploitation et de toutes les formes d'oppression.

**Liberté,**

**égalité, fraternité !**

Ils travaillent ici =  
droit de vote  
pour les immigrés

Voyez !  
rouge !

LCR

LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE



## Pour la solidarité internationale des peuples en lutte

**L**e combat pour la liberté et la justice ne se partage pas ! Une politique réellement au service des travailleurs ne peut ni se cantonner aux frontières nationales ni borner sa solidarité à une seule région du monde.

Il faut affirmer un soutien total et inconditionnel au peuple du Nicaragua et à ceux d'Amérique centrale en butte aux agressions de l'impérialisme américain.

Au Nicaragua, après avoir renversé la sanglante dictature de Somoza, la révolution sandiniste s'est attelée à la tâche immense de libérer le peuple du sous-développement et de l'analphabétisme. Les efforts de ce peuple courageux sont aujourd'hui menacés par la guerre que lui livre l'impérialisme yankee. Le Nicaragua a le droit de vivre libre, de construire la société qu'il veut, d'aller au socialisme selon les voies décidées par lui.

**Soutien total à la révolution nicaraguayenne !  
Halte à l'agression impérialiste !**

En Pologne, la classe ouvrière polonaise, avec Solidarnosc, s'est soulevée contre l'oppression bureaucratique. En prenant en main les usines, en instaurant les libertés syndicales et démocratiques, en commençant à réorganiser la production et la société, elle brisait l'image monstrueuse que le stalinisme a donnée du socialisme. Avec l'appui du Kremlin, les bureaucraties et l'armée sont parvenus à vaincre ce formidable élan. Mais le feu couve toujours sous les cendres de la défaite.

Solidarité vit !

**Soutien total à la lutte du peuple polonais !**

Nicaragua et Pologne sont, aujourd'hui, les deux pôles d'un combat immense que livrent les travailleurs et les peuples pour leur liberté. Ce combat est sans frontières, il est le combat de tous, il doit recevoir un soutien sans faille et sans réticence. Il faut soutenir le peuple afghan dans sa lutte contre l'occupation de l'armée soviétique. Il faut soutenir les peuples d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique dans leurs combats contre l'impérialisme, la dictature et l'exploitation.

◆ **Un combat qui, en France, doit trouver une expression directe dans la lutte contre l'impérialisme français.**

Un impérialisme qui maintient sous le joug néo-colonial le peuple kanak, ainsi que les peuples des prétendus départements et territoire d'outre-mer.

Soutien total au FLNKS et au peuple kanak dans leur lutte pour l'indépendance kanake et socialiste !

Soutien aux peuples de la Martinique et de la Guadeloupe, de la Réunion, de la Polynésie et de la Guyane pour le droit à l'autodétermination et à l'indépendance !

## Ecarter la menace nucléaire A bas la force de frappe française !

**D**epuis la dernière guerre le prétendu « équilibre » du monde repose sur la terreur : la prise en otage des peuples soumis au chantage de l'apocalypse nucléaire.

Dans cette mauvaise pièce, la France impérialiste joue activement les troisièmes rôles, en fidèle lieutenant des USA : troisième puissance nucléaire, troisième fournisseur d'armes, gendarme de l'ordre néo-colonial en Afrique, élément important du dispositif mondial de l'impérialisme grâce aux pays et territoires qu'elle maintient sous sa domination directe (Kanaky, Polynésie, Réunion, Antilles, Guyane...).

Loin de rompre avec cette politique, Mitterrand l'a aggravée : soutien bruyant au déploiement des Pershing américains en Europe, expéditions militaires au Tchad et au Liban, poursuite des essais nucléaires, mise sur pied de la force d'intervention rapide, maintien à tout prix de la présence française en Kanaky et dans le Pacifique sud...

Hernu, en décidant de couler le bateau de Greenpeace, a montré jusqu'où ce pouvoir qui se prétend de gauche est prêt à aller dans l'inféodation à la hiérarchie militaire et aux intérêts impérialistes.

Une politique au service des travailleurs doit tourner le dos à cette escalade dans l'absurde et l'ignoble. Là aussi le changement ne peut être que radical.

Il faut désarmer l'impérialisme et rompre le chantage nucléaire :  
— retrait d'Europe des Pershing et des Cruise !

— pour une Europe dénucléarisée du Portugal à la Pologne !  
Cela veut dire s'inscrire pleinement et appuyer le vaste mouvement qui a commencé à se développer dans l'Europe entière, pour repousser les menaces de guerre, refuser l'accroissement de l'arsenal nucléaire, exiger le retrait des missiles et la destruction des stocks accumulés, l'arrêt des recherches et de la mise au point de nouvelles armes de terreur (guerre de l'espace, bombe à neutrons, guerre chimique et bactériologique...)

### ◆ Il faut désarmer français :

- dire non à la force de frappe française !
- exiger l'arrêt des essais nucléaires, le démantèlement du centre d'expérimentation du Pacifique, le retrait des troupes françaises de cette région !

Rompre avec la politique de militarisation, s'engager sur la voie du désarmement, telle est la seule façon de stopper la course à l'abîme; tel est aussi le moyen de libérer des moyens économiques et humains colossaux, au jourd'hui gaspillés au seul compte de l'horreur, pour les consacrer au progrès, aux besoins des peuples.

Le refus de l'austérité, du chômage et de la militarisation ne fait qu'un avec le combat pour la paix et la liberté !

Des emplois, pas des bombes !

« Socialisme », le mot apparaît bien discrédité et l'idée fort dévalorisée.

A en croire la droite, ne venons-nous pas de connaître une « expérience socialiste » ? Le résultat n'est effectivement pas très brillant !

Bien évidemment, l'idée que la France serait « socialiste » depuis le 10 mai 1981 est grotesque. Il ne suffit pas de changer de président de la République et de majorité parlementaire pour instaurer le socialisme !

Mais, s'il y faut une transformation profonde des structures sociales, le socialisme n'est-ce pas ce qui existe dans les pays de l'Est, ces modèles de totalitarisme ? Non ! Le socialisme, c'est le pouvoir des travailleurs, pas celui des bureaucrates sur les travailleurs !

Il faut défendre le socialisme contre ceux qui le caricaturent ou se revendiquent de lui pour mieux empêcher son avènement.

Le socialisme c'est la réponse aux problèmes que nous subissons quotidiennement. Pour en finir avec le chômage et l'exploitation, pour extirper le racisme et le sexisme pour construire une société définitivement débarrassée de telles tares et toute forme d'oppression, pour écarter les menaces de guerre, pour instaurer de nouveaux liens fraternels entre les individus et les peuples, **il faut un changement radical**. Il faut en finir avec la loi du profit, avec le capitalisme lui-même.

Ce changement-là, seuls les travailleurs peuvent le réaliser, en se mobilisant, en prenant en main la so-

ciété, en imposant leur propre pouvoir.

Certes, cela ne se fera du jour au lendemain. Mais, perdre de vue cette nécessaire perspective c'est ne plus avoir de boussole, c'est errer à l'aveuglette sous les coups que nous infligent les capitalistes.

Au contraire, s'orienter en fonction de cet objectif, c'est pouvoir riposter, au quotidien, aux attaques, c'est pouvoir avancer parce que l'on sait que, quelles que soient les difficultés, il existe une issue.

C'est pourquoi, au terme de cinq années de fausse politique de gauche, sur la base du bilan catastrophique qui est le sien, nous devons être plus convaincus d'une chose : **non pas que c'est le socialisme qui a fait faillite, mais que s'il y a faillite, c'est parce qu'on n'est pas allé**

## Oui, aller au socialisme

**au socialisme !**

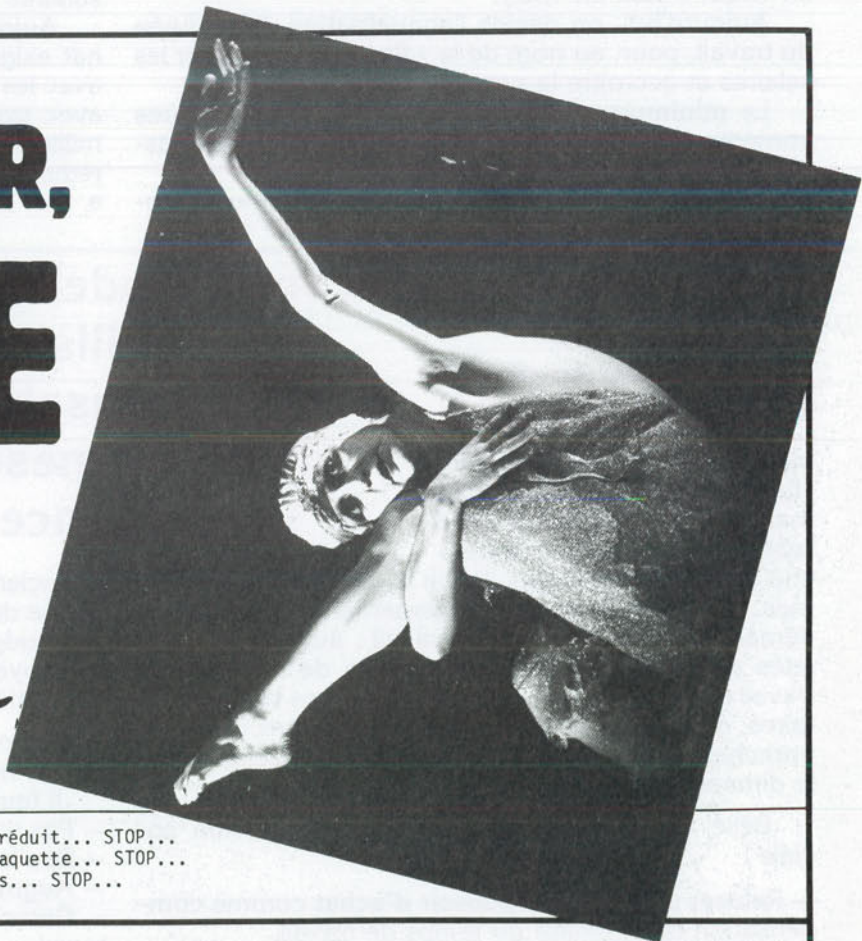
A présent, toutes celles et tous ceux qui sont conscients de cela doivent se donner les moyens de sortir de l'ornière où nous ont entraînés les directions du PS et du PCF.

Il faut définir ce que doit être une vraie politique de gauche, c'est-à-dire une politique qui s'inscrive concrètement dans une logique de rupture avec le capitalisme. Il faut construire un parti capable de mener une telle politique. Un parti n'ayant rien à voir avec le PS et le PCF, étranger à leurs capitulations. Un parti des travailleurs, aussi fidèle aux intérêts de ces derniers que les partis bourgeois le sont à ceux des patrons.

# LE 30 JANVIER, ROUGE

*se met en 24  
pour vous plaire*

Une campagne en direct... STOP... Un format réduit... STOP...  
Vingt quatre pages... STOP... Une nouvelle maquette... STOP...  
Plus de dossiers... STOP... Plus d'interviews... STOP...  
Plus d'infos... BREF... Un Rouge Plus...



**VOIS ROUGE LIS ROUGE TOUTES LES SEMAINES**



#### ◆ La priorité des priorités : l'emploi

Comment lutter contre le chômage ? Comment créer des emplois ? Telle est la question de vérité qu'il faut poser à tout candidat au pouvoir. Quelle proposition de lutte faites-vous aux travailleuses et aux travailleurs ? Telle est l'épreuve à laquelle il faut soumettre toute organisation qui se revendique de la défense des intérêts de la classe ouvrière.

#### Une loi sur la semaine de trente-cinq heures, tout de suite, pour toutes et tous.

La semaine de quarante heures, c'était en 1936.

La promesse de la semaine de trente-cinq heures en 1985, c'était en 1981.

Aujourd'hui, on décide l'annualisation de la durée du travail, pour, au nom de la « flexibilité », baisser les salaires et accroître la productivité.

Le **minimum** c'est d'exiger les trente-cinq heures immédiatement, premier pas vers une rapide et massive baisse du temps de travail.

Mais, pour qu'une telle mesure soit créatrice d'emplois, il faut refuser les prétendues contreparties exigées par le patronat à toute négociation sur la baisse du temps de travail.

— Il faut refuser la « flexibilité ».

Pour plier les travailleurs aux exigences de la compétitivité, c'est-à-dire du profit maximal, le patronat prétend laisser les machines et le marché dicter les conditions de vie et de travail des hommes. Pour ce faire, le gouvernement a entamé le démantèlement du droit du travail : aujourd'hui sont jetés au feu le calcul hebdomadaire de la durée du travail et la majoration salariale des heures supplémentaires, demain ce sera la généralisation dans certaines branches du travail de nuit pour les femmes et le travail le dimanche...

Belle « modernisation » que cette régression sociale !

— Refuser la **baisse du pouvoir d'achat** comme compensation de la baisse du temps de travail.

Si les travailleurs doivent exiger de moins travailler c'est pour mieux vivre, disposer de davantage de temps afin de pouvoir peser sur les choix sociaux. Cela

suppose que le travail nécessaire soit réparti entre toutes les mains disponibles.

C'est l'inverse que veut imposer le patronat qui prétend, avec le travail à temps partiel et la flexibilité, imposer une productivité accrue. C'est-à-dire des conditions de travail aggravées et un pouvoir d'achat diminué. Ce qui ne peut se traduire que par un chômage et une aliénation accrue.

#### ◆ Augmenter les bas salaires, supprimer la pauvreté

Des augmentations substantielles ont été gagnées en 1936, en 1968, en 1981 pour les bas salaires. Le SMIC a été obtenu en 1970, la mensualisation des salaires en 1969.

Aujourd'hui, c'est marche arrière toute ! Le patronat exige la suppression du SMIC, déjà mis en cause avec les sous-salaires des TUC. La pauvreté se répand avec trois millions de chômeurs et des centaines de milliers de travailleurs sans droits, privés d'indemnités, réduits à la misère. L'indexation des salaires sur les prix a été démantelée, les conventions collectives sont révisées en baisse et menacées de toutes parts, le patronat multiplie les primes à la tête du client, veut faire fluctuer les salaires en fonction des hausses de productivité et des bénéfices de l'entreprise...

Les systèmes de protection sociale (Sécurité sociale, allocations diverses, indemnités de chômage...) sont présentés comme des gouffres financiers... Patronat et gouvernement réclament la baisse des « prélèvements obligatoires », la diminution des budgets sociaux, le recours, pour ceux qui en ont les moyens, à des assurances volontaires et coûteuses en matière de santé.

Encore une régression sociale, baptisée sans honte, de « modernisation » !

Il faut dire : « **Halte-là !** » :

- Pas touche au SMIC !
- Bas les pattes devant la Sécurité sociale !
- Augmentation des bas salaires !
- Garantie de ressources minimum pour toutes et tous !

Les travailleurs licenciés de leur entreprise, à la recherche d'un nouvel emploi, les femmes et les jeu-

## La vraie modernisation : des mobilisations indispensables pour des mesures d'urgence



nes en quête d'un emploi, toutes celles et tous ceux qui sont prêts à acquérir une qualification ou qui, pour raison de santé sont dans cette incapacité, n'ont pas à être marginalisés et appauvris. Ils ont droit à un salaire décent que la société a les moyens et le devoir de leur assurer.

◆ **Tourner l'économie vers la satisfaction des besoins de la population.**

La crise, c'est le scandale de la coexistence de la misère noire avec les gâchis insultants. Tandis que les uns subissent pauvreté et humiliation, les autres se vautrent dans la fortune et le gaspillage. Pourquoi ces marchandises détruites, ces entreprises qui ferment ou tournent en deçà de leurs capacités, ces travailleurs condamnés au chômage ?

Parce que l'économie est dirigée par les capitalistes en fonction du seul impératif du profit maximal, ce qui exige chômage, productivité accrue sur le dos des travailleurs et régression sociale. Il faut remettre l'économie sur ses pieds !

En matière de logements, d'équipements collectifs, de transports, d'urbanisme, de protection de l'environnement, les demandes sont-elles saturées ? Loin de là !

Si l'on prend en compte les besoins de santé, d'éducation, de sport, de culture... Si l'on refuse d'oublier que la plus grande partie de l'humanité souffre de la malnutrition, se débat dans une misère épouvantable... Ce sont des contrées immenses qui s'ouvrent à une production qui se fixerait pour objectif de se tourner vers la satisfaction de ces besoins-là.

Les économistes bourgeois aiment à se lamenter des « cercles vicieux » de la crise : toujours plus de difficultés qui alimentent de nouveaux reculs ! Pourquoi ne pas s'engager dans le seul « cercle vertueux » possible ? Celui qui réorienterait l'économie vers les besoins réels à satisfaire, qui réorganiserait celle-ci en

fonction du droit à l'emploi pour toutes et tous, de l'amélioration des conditions de travail et de vie, de la diminution massive du temps de travail pour une société plus égalitaire, plus juste, dirigée par les travailleurs eux-mêmes.

◆ **C'est possible !**

Oui, exploiter ces formidables possibilités économiques et sociales, c'est possible. Contrairement à ce que prétendent les capitalistes et leurs propagandistes, ce ne sont pas les moyens financiers qui manquent pour **enclencher** une telle logique.

Des fortunes immenses existent. Les profits des entreprises ont repris depuis plusieurs années. Des budgets colossaux sont engloutis en pure perte dans la course aux armements. Il y a là des trésors stérilisés, qui pourraient financer les premiers projets visant à

satisfaire les besoins les plus urgents et à réorienter la production.

La seule chose, qui, éventuellement peut manquer, c'est la volonté de rompre avec les exigences capitalistes.

Car, engager une telle politique suppose de rompre avec la logique capitaliste, de s'attaquer aux privilèges de la classe dominante, de ne plus s'adapter aux impératifs du capitalisme européen et

mondial. Il y faut une révolution !

Celle qui amènerait à faire tourner l'économie, non pas à partir des insatiables intérêts d'une petite minorité de privilégiés, mais en fonction des besoins urgents de l'immense majorité de la population.

Celle qui conduirait à chercher pour alliés, non pas un capitalisme qui vampirise et écrase les peuples du monde, mais ces peuples eux-mêmes en lutte pour leur liberté et leur dignité.

C'est un combat qui suppose des sacrifices et des efforts, mais qui est le seul qui vaille !



Beaucoup de travailleurs, de travailleuses, de jeunes, de militants et d'électeurs communistes, socialistes, d'extrême gauche, beaucoup de syndicalistes, de militantes féministes pensent que ce n'est pas possible de laisser faire ce qui se prépare. Car, ce qui se prépare c'est le retour de la droite. Une droite qui se rengorge à l'avance et jouit déjà des coups qu'elle va porter aux travailleurs.

Un retour qui n'est possible que parce que des millions de travailleuses et de travailleurs, qui avaient espéré que la venue du PS et du PCF au gouvernement signifierait le changement, une nouvelle vie, sont aujourd'hui démoralisés et écœurés.

Un retour qui est perçu comme inéluctable parce que le PS et le PCF n'ont aucune perspective à proposer, aucune politique favorable aux travailleurs à défendre. Tout ce qu'ils ont à nous offrir c'est leur bilan de faillite.

Pourtant une politique de changement est possible. Une politique au service des travailleurs peut être mise en œuvre.

— Oui, on peut lutter contre l'austérité et le chômage, on peut repousser les attaques patronales et imposer la satisfaction des revendications !

— Oui, on peut faire la guerre au racisme, imposer l'égalité des droits !

— Oui, on peut désarmer l'impérialisme, se mobiliser contre les menaces de guerre !

— Oui, on peut organiser la solidarité internationale des travailleurs !

On peut offrir un autre avenir aux jeunes que les emplois au rabais, le chômage et la déqualification. Les femmes peuvent se libérer de leurs chaînes, écarter les appels natalistes, les invitations au retour au foyer, les sous-emplois, les sous-salaires.

On peut préserver l'environnement aujourd'hui saccagé par les nuisances provoquées par la recherche du profit maximal.

On peut défendre et accroître les libertés, dans les entreprises, les villes, les régions et à l'échelle du pays.

Il y faut une force : celle de la mobilisation unitaire de toutes celles et tous ceux qui aspirent à de tels changements. Pour affirmer cette force, il faut surmonter la dispersion, le sentiment d'impuissance, le désarroi.

Le chemin sera long, difficile et semé d'embûches. Mais c'est celui que nous devons emprunter, nous qui ne baissons pas les bras, nous qui refusons de renoncer à l'espoir d'une vie meilleure, plus belle et plus digne.

Mars 1986, ce peut être un premier pas sur cette voie. L'occasion de dire, nombreux :

◆ Non, nous ne nous réfugierons pas dans l'abstention !

◆ Non, nous ne baissons pas les bras face à l'offensive de la droite !

◆ Non, nous ne donnerons pas nos voix à des partis qui nous trompent !

Nous allons constituer des listes à gauche de la gauche, des listes formées de travailleurs fidèles aux travailleurs, déterminés à combattre pour la classe ouvrière, contre les patrons. Des listes pour lesquelles nous voterons, pour lesquelles nous appellerons à voter, parce que ce sera dire : Non au retour de la droite ! Non aux trahisons du PS et du PCF !

Oui à une politique au service des travailleurs !

La LCR, pour sa part, s'est battue en ce sens. Elle a proposé à Lutte ouvrière, à toutes les organisations et courants qui ne sont pas compromis dans la politique menée depuis cinq ans, à tous les militants et travailleurs qui se reconnaissent dans la politique que nous défendons, de se rassembler pour travailler à constituer de telles listes, sur de telles bases anticapitalistes.

Cet effort de rassemblement, il faut le poursuivre, il faudra le poursuivre au-delà de mars 1986, parce que c'est la voie pour reconstruire l'espoir, forger les armes d'un combat plus que jamais à l'ordre du jour : le combat pour le socialisme.

**En mars 1986 :  
ni donner sa confiance  
à une gauche faillie  
ni ouvrir la porte  
à la droite revancharde  
Affirmer une alternative  
anticapitaliste !**



## **Votez pour les listes soutenues par la LCR**

**E**n mars 1986, le vote pour les grands partis, c'est la pochette surprise ! Un loto qui ne peut rien rapporter de bon et qui risque de nous coûter cher !

**Pas question de s'abstenir**, car des voix ouvrières en moins ce sont des députés en plus pour la droite. Une droite qui, acoquinée à Le Pen, prépare les plus mauvais coups contre les travailleurs.

**Travailleuses, travailleurs, ne faisons rien qui puisse favoriser le retour de cette droite !**

**A**lors pour faire barrage à la droite, faut-il voter PS ou PCF ?

Ce serait oublier que PS et PCF, par leur politique, ont tout fait pour permettre ce retour.

Ce serait ne pas voir que le PS est prêt, au nom de la « cohabitation », à gouverner avec la droite pour poursuivre une politique tournée contre les travailleurs.

Ce serait refuser de comprendre que le PCF n'a qu'un souci : son propre renforcement. Et aucune politique de défense des travailleurs à mettre en œuvre. Comme dit Marchais, celui que se trompe une fois, c'est de la faute de celui qui l'a trompé, celui qui se trompe deux fois c'est de la sienne. Mais voter pour le PCF en espérant ouvrir la voie au changement, ce serait se tromper pour la énième fois !

**Travailleuses, travailleurs, ne donnons pas nos voix à une gauche capitularde qui vient de nous trahir dans les grandes largeurs !**

**S**i nous ne voulons pas gaspiller nos voix, portons-les sur les listes qui défendent réellement les intérêts des travailleurs, qui se prononcent résolument pour la mobilisation ouvrière contre les attaques capitalistes, qui ne craignent pas de se prononcer pour la rupture avec cette société de profit, pour le socialisme !

Ce seront des voix qui, même minoritaires, compteront !

Ce seront, le cas échéant, des élus sur lesquels on pourra compter !

Les voix qui se porteront sur ces listes concrétiseront l'existence d'une force, celle de centaines de milliers de travailleuses et de travailleurs qui ne sont pas dupes, qui ne plient pas, qui sont prêts à la lutte.

Une force qui pèsera dans les élections, dans les assemblées, et surtout, dans les combats à venir.

La force dont nous avons toutes et tous besoin. Une force anticapitaliste. la force qui, demain, sera en mesure d'ouvrir la voie au socialisme !

**Votez pour les listes présentées ou soutenues par la LCR !**

**Rejoignez les comités de soutien à ces listes !**

**Rejoignez la LCR, pour construire le parti dont les travailleurs ont besoin.**

**Doubler  
à gauche**

Socialisme et  
profit ça ne  
cohabite pas

Voyez!  
rouge!



LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE